

Art. 5. Artikel 8, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

“De Regering kan na advies van de Commissie een erkenningsbeslissing opschorten of intrekken indien het plaatselijke ontwikkelingsagentschap ophoudt te voldoen aan één van de voorwaarden vastgesteld in de artikelen 4 of 5, en dit, nadat ze de vertegenwoordigers van het betrokken plaatselijke ontwikkelingsagentschap voor een verhoor heeft opgeroepen. De opschortingsbeslissing voorziet in een maximale termijn van zes maanden om zich aan die verplichtingen aan te passen. Indien het plaatselijke ontwikkelingsagentschap aan het einde van die termijn zich niet heeft aangepast aan de voorschriften van de beslissing, kan de Regering de erkenning opschorten.”

Art. 6. Artikel 9 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“In geval van erkenningsopschorting bedoeld in artikel 8 wordt de toelage verhoudingsgewijs aan de duur van de opschorting en, in voorkomend geval, per personeelslid verminderd, wanneer de niet-naleving van de verplichtingen de toestand van laatstgenoemde betreft.”

Art. 7. De verplichting tot voltijdse indienstneming zoals bepaald in artikel 2, 1^o, van dit decreet, is niet van toepassing op de vóór de inwerkingtreding van dit decreet erkende plaatselijke ontwikkelingsagentschappen. Wanneer een vóór de inwerkingtreding van dit decreet deeltijds tewerkgesteld personeelslid het plaatselijke ontwikkelingsagentschap na de inwerkingtreding van dit decreet definitief verlaat, is de verplichting tot voltijdse indienstneming in het kader van de vervanging van toepassing.

Art. 8. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2014.

De aanvragen om verlenging van de erkenning ingediend na 1 mei 2013 worden behandeld en onderworpen aan de bepalingen van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 28 november 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

(1) Zitting 2013-2014.

Stukken van het Waals Parlement, 877 (2013-2014). Nrs. 1 tot 3

Volledig openbaar verslag, plenaire vergadering van 27 november 2013.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/206976]

28 NOVEMBRE 2013. — Décret portant des mesures diverses en matière de fiscalité des véhicules, de jeux et paris et d'appareils automatiques de divertissement (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Titre 1^{er}. — Modification de la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles le 9 février 1994, entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du grand-duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et instaurant une Eurovignette, conformément à la Directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993

Article 1^{er}. Dans l'article 2, alinéa 2, de la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles le 9 février 1994, entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du grand-duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et instaurant une Eurovignette, conformément à la Directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993, les mots « articles 2 » sont remplacés par les mots « articles 2^{ter} ».

Art. 2. Dans le Chapitre II - Eurovignette de la même loi, il est inséré un article 2^{ter}, rédigé comme suit :

« Art. 2^{ter}. Le service désigné par le Gouvernement est autorisé à percevoir et à recouvrer les droits ouverts relatifs à l'eurovignette, pour lesquels le receveur fédéral a émis une contrainte. ».

Art. 3. L'article 5 de la même loi est complété par cinq alinéas, rédigés comme suit :

« Pour l'exemption prévue à l'alinéa 1^{er}, 2^o, la condition de « circulation occasionnelle » d'un véhicule est présumée respectée si le véhicule concerné n'a été utilisé sur la voie publique qu'au maximum trente jours pendant la période imposable.

Le bénéficiaire de l'exemption justifiera du respect de cette condition par une feuille de route qu'il tiendra à jour et qui devra toujours se trouver à bord du véhicule concerné.

La feuille de route doit être demandée, à l'occasion de la souscription de la déclaration visée à l'article 9, au service désigné par le Gouvernement. Elle a une durée de validité maximum de douze mois consécutifs sans que celle-ci puisse toutefois être supérieure à la durée de la période imposable.

Le bénéficiaire de l'exemption qui rentre sa déclaration ou qui met fin à l'immatriculation de son véhicule et qui, par la suite, introduit une nouvelle déclaration pour le même véhicule dans une période de douze mois après la date de début de la dernière feuille de route valide, ne pourra pas demander une nouvelle feuille de route. De même, le bénéficiaire de l'exemption qui demande une feuille de route qui a été refusée pour cause de demande tardive, ne pourra pas demander une nouvelle feuille de route pour la période de douze mois suivant le début de la période imposable en cours pour laquelle la demande de feuille de route a été refusée.

Le Gouvernement wallon détermine le modèle de la feuille de route ainsi que ses modalités de dépôt et d'envoi. »

Art. 4. Dans l'article 6 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1) dans l'alinéa premier, les mots « propriétaire du véhicules » sont remplacés par les mots « la personnes physique ou morale qui est ou doit être reprise au certificat d'immatriculation »;

2) dans l'alinéa 2 :

a) les mots « le propriétaire » sont chaque fois remplacés par les mots « la personne physique ou morale qui est ou doit être reprise au certificat d'immatriculation, »;

b) le mot « ou » est remplacé par le mot « et ».

Art. 5. Dans l'article 8, § 2, alinéa 3, de la même loi, modifié par la loi du 10 juin 2001, le mot « Roi » est remplacé par les mots « Gouvernement wallon ».

Art. 6. Dans l'article 9 de la même loi, modifié par la loi du 10 juin 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1) l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« L'eurovignette est payable d'initiative auprès du service désigné par le Gouvernement wallon avant le début de chaque période imposable. »;

2) le dernier alinéa débutant par les mots « Lors de l'acquittement » est abrogé.

Art. 7. Les articles 10 et 11 de la même loi sont abrogés.

Art. 8. Dans l'article 12 de la même loi, modifié respectivement par les lois du 10 avril 1995, du 13 mars 2001 et du 10 juin 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1) dans le § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, les mots « contre remise de l'attestation » sont abrogés;

2) dans le § 2, 2^o, alinéa 4, les mots « directeur régional responsable du service chargé de la perception de l'eurovignette » sont remplacés par les mots « du service désigné par le Gouvernement wallon »;

3) dans le § 2, 2^o, dernier alinéa, le mot « Roi » est remplacé par les mots « Gouvernement wallon ».

Art. 9. Dans l'article 13 de la même loi, modifié par la loi du 10 juin 2001, le mot « Roi » est remplacé par les mots « Gouvernement wallon ».

Art. 10. L'article 14 de la même loi est abrogé.

Art. 11. Dans l'article 16 de la même loi, le mot « Roi » est remplacé par les mots « Gouvernement wallon ».

Titre II. — Modification du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions communes

Art. 12. Dans l'article 2^{ter}, l'alinéa 1^{er} du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, inséré par le décret du 10 décembre 2009, est complété par les 3^o, 4^o et 5^o rédigés comme suit :

« 3^o la taxe de circulation sur les véhicules automobiles;

4^o la taxe de mise en circulation;

5^o l'eurovignette. ».

CHAPITRE II. — Taxe de circulation sur les véhicules automobiles

Art. 13. A l'article 5 du même Code, modifié respectivement par les lois du 25 janvier 1999, du 7 novembre 2000 et du 8 avril 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1) dans le § 1^{er} :

a) aux 6^o, b), alinéa 2, et 7^o, alinéa 2, les mots « Ministre des Finances » sont remplacés par les mots « Gouvernement wallon »;

b) à l'alinéa 2, le mot « Roi » est remplacé par les mots « Gouvernement wallon »;

2) il est inséré un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. Pour les exemptions prévues aux §§ 1^{er}, 10^o, et 2, 2^o, la condition de « circulation occasionnelle » d'un véhicule est présumée respectée si le véhicule concerné n'a été utilisé sur la voie publique qu'au maximum trente jours pendant la période imposable.

Le bénéficiaire de l'exemption justifiera du respect de cette condition par une feuille de route qu'il tiendra à jour et qui devra toujours se trouver à bord du véhicule concerné.

La feuille de route doit être demandée, à l'occasion de la souscription de la déclaration visée à l'article 36^{ter}, § 2, et 36^{quater}, § 2, à la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie. Elle a une durée de validité maximum de douze mois consécutifs sans que celle-ci puisse toutefois être supérieure à la durée de la période imposable.

Le bénéficiaire de l'exemption qui rentre sa déclaration ou qui met fin à l'immatriculation de son véhicule et qui, par la suite, introduit une nouvelle déclaration pour le même véhicule dans une période de douze mois après la date de début de la dernière feuille de route valide, ne pourra pas demander une nouvelle feuille de route. De même, le bénéficiaire de l'exemption qui demande une feuille de route qui a été refusée pour cause de demande tardive, ne pourra pas demander une nouvelle feuille de route pour la période de douze mois suivant le début de la période imposable en cours pour laquelle la demande de feuille de route a été refusée.

Le Gouvernement wallon détermine le modèle de la feuille de route ainsi que ses modalités de dépôt et d'envoi. ».

Art. 14. Dans l'article 7, alinéa 2, du même Code, modifié par la loi du 25 janvier 1999, le mot « Roi » est remplacé par les mots « Gouvernement wallon ».

Art. 15. Dans l'article 15, alinéa 2, du même Code, modifié par la loi du 25 janvier 1999, les mots « Ministre des Finances » sont remplacés par les mots « Gouvernement wallon ».

Art. 16. Dans l'article 23^{ter}, alinéa 3, du même Code, modifié par la loi du 25 janvier 1999, le mot « Roi » est remplacé par les mots « Gouvernement wallon ».

Art. 17. Dans le Chapitre IX : Taxe quotidienne du même Code, les articles suivants sont abrogés :

1) l'article 24, modifié par la loi du 25 janvier 1999 et respectivement par les arrêtés royaux du 20 juillet 2000 et du 13 juillet 2001;

2) les articles 25, 27 et 28.

Art. 18. Dans l'article 29 du même Code, modifié par la loi du 25 janvier 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1) l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« La taxe doit être versée de la manière et dans le délai indiqués sur l'invitation à payer adressée à cette fin au redevable par le service désigné par le Gouvernement. Ce délai ne peut toutefois être inférieur à quinze jours. »;

2) à l'alinéa 2, le mot « Roi » est remplacé par les mots « Gouvernement wallon ».

Art. 19. Dans le « Chapitre X : Etablissement et recouvrement » du même Code, les articles suivants sont abrogés :

1) l'article 31 modifié par la loi du 25 janvier 1999;

2) l'article 32 modifié respectivement par la loi du 25 janvier 1999 et la loi du 19 mai 2010;

3) l'article 33 rétabli par la loi-programme du 23 décembre 2009.

Art. 20. Dans l'article 34 du même Code, rétabli par la loi du 21 décembre 2009, les mots « l'administration » sont remplacés par les mots « le service désigné par le Gouvernement wallon ».

Art. 21. Dans l'article 35 du même Code, rétabli par la loi du 21 décembre 2009, les mots « l'administration » sont remplacés par les mots « le service désigné par le Gouvernement wallon ».

Art. 22. Dans l'article 36^{ter} du même Code, modifié respectivement par la loi du 25 janvier 1999 et la loi du 19 février 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1) au § 2, alinéa 1^{er}, les mots « fonctionnaire ou service chargé du recouvrement » sont remplacés par les mots « service désigné par le Gouvernement wallon »;

2) au § 4, alinéa 2, le mot « Roi » est remplacé par les mots « Gouvernement wallon ».

Art. 23. Dans l'article 36^{quater} du même Code, modifié par la loi du 19 février 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1) au § 2, alinéa 1^{er}, les mots « fonctionnaire ou service chargé du recouvrement » sont remplacés par les mots « service désigné par le Gouvernement wallon »;

2) au § 4, alinéa 2, le mot « Roi » est remplacé par les mots « Gouvernement wallon ».

Art. 24. Dans le « Chapitre XI : Mesures d'exécution et de contrôle » du même Code, les articles suivants sont abrogés :

1) l'article 38, respectivement modifié par la loi du 24 mars 1970 et la loi du 10 février 1981;

2) l'article 39 modifié par la loi du 10 février 1981;

3) l'article 40, respectivement modifié par la loi du 24 mars 1970 et la loi du 25 janvier 1999.

Art. 25. Dans l'article 41 du même Code, modifié par la loi du 10 février 1981, les mots « à l'Office de la circulation routière » sont remplacés par les mots « au service qui l'a délivré ».

Art. 26. Dans l'article 42, au § 2, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par la loi du 8 août 1980, les mots « que l'Etat perçoit » sont remplacés par le mot « perçue ».

Art. 27. Dans le « Chapitre XIII : Pouvoirs des provinces, des agglomérations et des communes » du même Code, respectivement modifié par la loi du 7 juillet 1972 et la loi du 8 août 1980, il est inséré un article 42^{bis}, rédigé comme suit :

« Art. 42^{bis}. La Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie octroie aux communes les recettes pour ordre réalisées pour leur compte, avant la fin du mois qui suit celui de la perception.

Si les montants ainsi liquidés aux communes comprennent des cotisations dégrévées qui ont été préalablement payées par le redevable, ceux-ci constituent une créance régionale à récupérer dans le chef de la commune concernée.

Cette créance régionale sera récupérée par une retenue d'office sur la liquidation des sommes/recettes perçues du mois qui suit la comptabilisation du dégrèvement des cotisations en cause. Ainsi, si les recettes perçues s'avéraient insuffisantes pour apurer la créance régionale précitée dans sa totalité pour un mois donné, le solde de ladite créance serait automatiquement retenu sur les recettes à liquider le (les) mois suivant(s) et ce, jusqu'à l'apurement complet de la créance.

Le Gouvernement wallon peut fixer les modalités nécessaires à l'application du présent article. ».

CHAPITRE III. — *Taxe sur les jeux et paris*

Art. 28. A l'article 45, § 1^{er}, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, inséré par le décret du 10 décembre 2009 modifié par le décret du 22 juillet 2010, les mots « à 32 % » sont remplacés par les mots « à 15 % ».

Art. 29. Dans l'article 46 du même Code, inséré par le décret du 10 décembre 2009, sont apportées les modifications suivantes :

1) au § 1^{er}, 1^o, les mots « à 4,80 pourcent sur les gains des banquiers au jeu de baccara « chemin de fer » sont remplacés par les mots « à 11 pourcent sur la marge brute des jeux de cartes, à l'exception du black-jack et du texas hold'em poker, et des jeux qui utilisent des dés ou des dominos, même de manière occasionnelle »;

2) au § 1^{er}, 2^o, les mots « de baccara, chemin de fer et de roulette sans zéro » sont remplacés par les mots « visés sub 1^o »;

3) au § 2, 1^o, les mots « des banquiers ou » sont supprimés.

CHAPITRE IV. — *Taxe sur les appareils automatiques de divertissement*

Art. 30. Dans l'article 80 du même Code, modifié par le décret du 19 décembre 2012, le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le montant de la taxe est fixé comme suit :

Catégories des appareils	Montant de la taxe
A	3.000,00 EUR
B	1.194,80 EUR
C	380,17 EUR
D	271,55 EUR
E	162,93 EUR

Les montants de taxes précités sont adaptés, chaque année à partir de la période imposable 2014, en fonction des fluctuations de l'indice des prix à la consommation. La Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie publie chaque année à partir de l'année 2013 au *Moniteur belge* les montants de taxes à percevoir pour la période imposable débutant le 1^{er} janvier de l'année suivante, adaptés dans la même proportion que l'évolution de l'indice des prix à la consommation entre les mois de juin de l'année de la publication et de l'année précédente. ».

CHAPITRE V. — *Taxe de mise en circulation*

Art. 31. Dans l'article 95 du même Code, modifié respectivement par les lois du 1^{er} juin 1992, du 21 décembre 2009 et du 23 décembre 2009, les mots « l'article 2, alinéas 1^{er}, 3 et 4, et les articles 33, 34, 35, 37, 38 et 41 » sont remplacés par les mots « les articles 34, 35, 37 et 41 ».

Art. 32. Dans l'article 96, dernier alinéa, du même Code, modifié par la loi du 1^{er} juin 1992, le mot « Roi » est remplacé par les mots « Gouvernement wallon ».

Art. 33. Dans l'article 97^{ter}, 5^o, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « le service chargé de la gestion et du service de la taxe de mise en circulation ou par » sont abrogés.

Art. 34. Dans le « Chapitre IV : Montant de la taxe, Section 1^{re} : Montant de la taxe pour les voitures mixtes visées par l'article 91, 1^o, mises en usage par une personne physique domiciliée en Région wallonne », l'article 97^{sexies} du même Code, inséré par le décret du 5 mars 2008 et modifié respectivement par les décrets du 10 décembre 2009 et du 15 décembre 2011, est abrogé.

Art. 35. Dans l'article 98 au § 3 du même Code, modifié par la loi du 25 mai 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1) à l'alinéa 1^{er} :

a) le mot « Roi » est remplacé par les mots « Gouvernement wallon »;

b) les mots « par arrêté délibéré en Conseil des Ministres » sont abrogés;

2) l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Il saisira le Parlement wallon, immédiatement s'il est réuni sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de décret de confirmation de l'arrêté ainsi pris. ».

Art. 36. Dans l'article 100, § 2, du même Code, modifié respectivement par les décrets du 8 juillet 2002 et du 10 décembre 2009, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 37. Dans l'article 101 du même Code, modifié par la loi du 1^{er} juin 1992, les mots « ou qui doit figurer » sont insérés entre les mots « commune qui figure » et les mots « au certificat d'immatriculation ».

Art. 38. Dans l'article 102 du même Code, modifié par la loi du 1^{er} juin 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1) l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« La taxe doit être versée de la manière et dans le délai indiqués sur l'invitation à payer adressée à cette fin au redevable par le service désigné par le Gouvernement wallon. Ce délai ne peut toutefois être inférieur à quinze jours. »;

2) à l'alinéa 2, le mot « Roi » est remplacé par les mots « Gouvernement wallon ».

Art. 39. Dans le « Chapitre V : Débit de la taxe et modalités de perception », du même Code, les articles suivants sont abrogés :

1) l'article 103^{bis}, modifié respectivement par la loi du 25 mai 1993 et la loi du 19 mai 2010;

2) l'article 104, modifié respectivement par la loi du 1^{er} juin 1992 et la loi du 28 décembre 1992.

Art. 40. Dans l'article 105, alinéa 2, du même Code, modifié par la loi du 1^{er} juin 1992, le mot « Roi » est remplacé par les mots « Gouvernement wallon ».

Art. 41. Dans le « Chapitre V : Débit de la taxe et modalités de perception », du même Code, l'article 106, modifié par la loi du 1^{er} juin 1992, est abrogé.

Titre III. — Modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes

Art. 42. Dans l'article 7 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, modifié par le décret du 18 septembre 2013, sont apportées les modifications suivantes :

1) l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« La déclaration doit être envoyée ou remise au service intéressé, sur support papier ou sous forme dématérialisée dans le délai indiqué sur le formulaire et selon les modalités définies par le Gouvernement wallon »;

2) il est ajouté un alinéa 5, rédigé comme suit :

« Le redevable est tenu de déclarer toute modification d'un des éléments de la déclaration. En matière de taxe de circulation et d'eurovignette, cette déclaration doit être réalisée préalablement à la mise en usage du véhicule dans les nouvelles conditions. ».

Art. 43. Dans l'article 11*bis* du même décret, remplacé par le décret du 10 décembre 2009, le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Sur simple demande des fonctionnaires visés au § 1^{er} et sans préjudice des pouvoirs accordés à ces fonctionnaires par les §§ 1^{er} et 4 :

1) toute personne est tenue de leur présenter tous renseignements, livres, registres, factures et autres documents utiles à l'établissement et à la perception des impôts et taxes visés par le présent décret. Ces fonctionnaires sont autorisés à en prendre copies.

Si ces livres, registres, factures et autres documents sont tenus, établis, délivrés, reçus ou conservés au moyen d'un système informatisé, ces fonctionnaires :

- ont le droit de se faire communiquer les données enregistrées sur des supports informatiques sous forme lisible et intelligible;

- peuvent requérir la personne visée à l'alinéa 1^{er} d'effectuer, en leur présence, et sur son matériel, des copies, dans la forme qu'ils souhaitent, de tout ou partie des données précitées, ainsi que les traitements informatiques jugés nécessaires à la vérification de l'exacte perception des impôts et taxes visés par le présent décret;

- peuvent requérir la personne visée à l'alinéa 1^{er} de leur communiquer les dossiers d'analyse, de programmation et d'exploitation du système utilisé :

2) en matière de taxe de circulation, tout conducteur est tenu de leur fournir tous renseignements au sujet de l'utilisation du véhicule justifiant des exemptions prévues à l'article 15 du règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus. ».

Art. 44. Dans l'article 11*bis* du même décret, remplacé par le décret du 10 décembre 2009, sont insérés les §§ 4 et 5, rédigés comme suit :

« § 4. Les fonctionnaires visés au § 1^{er} sont plus spécifiquement autorisés pour le contrôle de la perception de la taxe de circulation, taxe de mise en circulation et l'Eurovignette à :

a) visiter, sans aucune assistance, les garages, les hangars et les lieux de dépôts ou d'amarrage;

b) se faire produire le carnet d'immatriculation des véhicules routiers ou des aéronefs, la lettre de pavillon des bateaux, le certificat de conformité, la déclaration de conformité ou tout document en tenant lieu ainsi que tout autre document attestant du paiement de la taxe;

c) contrôler le signe distinctif fiscal délivré conformément aux articles 36*ter* et 36*quater* du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, des véhicules se trouvant sur la voie publique;

d) se faire acquitter immédiatement entre leur mains, par le conducteur du véhicule, le montant éludé de la taxe, majoré d'une amende administrative lors du constat sur la voie publique de l'infraction de non-paiement de la taxe.

En cas de refus de la part du conducteur, le véhicule est retenu jusqu'au paiement des sommes dues. Si celles-ci ne sont pas acquittées dans les nonante-six heures de la constatation de l'infraction, le véhicule est saisi.

Un avis de saisie est envoyé à la personne physique ou morale qui est ou doit être reprise au certificat d'immatriculation dans les deux jours ouvrables.

Les risques et frais éventuels résultant de la rétention et de la saisie sont à charge de la personne physique ou morale qui est ou doit être reprise au certificat d'immatriculation ou à défaut de paiement à charge du propriétaire, de l'exploitant, du détenteur ou du conducteur du véhicule tenus solidairement conformément à la législation de la taxe concernée.

La saisie est levée après paiement des sommes et des frais dus.

A défaut de paiement de ces sommes et frais, le tribunal condamne à leur paiement et ordonne la vente du véhicule saisi. Les frais de justice, le montant de la taxe concernée, l'amende et les autres frais y relatifs sont déduits du produit de la vente du véhicule et l'excédent éventuel est remboursé à la personne physique ou morale qui est ou doit être reprise au certificat d'immatriculation du véhicule.

Pour l'application du présent § 4, d), les dispositions des lois et règlements sur les douanes et accises relatives à la rétention, la saisie et la vente sont d'application;

e) donner des injonctions aux conducteurs et régler la circulation conformément à l'article 11 de la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière;

f) constater et contrôler des éléments nécessaires à l'établissement de la puissance ou du poids imposable, tels que prévu par les articles 17 à 20 du règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus et ce, au moyen des indications des factures, catalogues, notices descriptives, bons de pesage ou tous autres documents reconnus probants.

Lorsqu'il le juge nécessaire, le service désigné par le Gouvernement fait procéder au pesage ou à l'examen complet du véhicule.

Le lieu, la date et l'heure du pesage ou de l'examen complet du véhicule sont portés, au moins cinq jours à l'avance, à la connaissance des intéressés qui sont tenus de présenter le véhicule en ordre de marche;

g) demander l'assistance de la police locale.

Les fonctionnaires visés au § 1^{er} sont tenus, dans le cadre du contrôle de la perception des taxes visées au § 4, de porter l'uniforme de service et de s'identifier par leur carte de légitimation lors de l'exercice de leur fonction.

Le Gouvernement wallon définit l'uniforme de service porté par ces fonctionnaires ainsi que la carte de légitimation et les marques distinctives des voitures de contrôles qui seront utilisés par ces derniers.

§ 5. Sans préjudice des compétences confiées aux autres officiers ou agents de police judiciaire et aux membres du cadre opérationnel de la police locale et fédérale, le Gouvernement wallon attribue la qualité d'agent ou d'officier de police judiciaire aux membres du personnel assermentés qu'il désigne pour contrôler la perception des taxes auxquelles le présent décret est applicable. ».

Art. 45. Au « Chapitre II — Section 2 investigations et contrôle », du même décret, il est inséré un article 11^{quater}, rédigé comme suit :

« Art. 11^{quater}. Celui qui intervient, à quelque titre que ce soit, dans l'application des dispositions fiscales wallonnes ou qui a accès aux bureaux de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie, est tenu de garder, en dehors de l'exercice de ses fonctions, le secret le plus absolu au sujet de tout ce dont il a eu connaissance par la suite de l'exercice de sa mission. ».

Art. 46. L'article 12^{bis} du même décret, inséré par le décret du 10 décembre 2009, est complété de la manière suivante :

« En matière d'eurovignette, de taxe de circulation et de mise en circulation, les membres du personnel du service désigné par le Gouvernement, en qualité d'agent de police judiciaire ou en qualité d'officier de police judiciaire, sont compétents pour rechercher sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne les infractions à la législation concernée, pour dresser, seuls ou conjointement, les procès-verbaux en la matière et percevoir immédiatement le montant éludé de la taxe en cause, majoré de l'amende administrative.

Ces procès-verbaux, auxquels sont annexées éventuellement les explications écrites des contrevenants, sont rédigés à la requête du Ministre régional des Finances, pour poursuites et diligences du fonctionnaire du service désigné par le Gouvernement wallon, faisant élection de domicile dans ses bureaux; ils sont dispensés de l'affirmation ou du visa et de la notification.

Les procès-verbaux sont transmis aux fonctionnaires qui sont désignés à cet effet par le Ministre régional des Finances. ».

Art. 47. Dans l'article 12^{quater} du même décret, inséré par le décret du 10 décembre 2009, à l'alinéa 2, le mot « applicable » est remplacé par le mot « applicables ».

Art. 48. Dans l'article 15, alinéa 1^{er}, du même décret, remplacé par le décret du 10 décembre 2009, sont apportées les modifications suivantes :

1) au premier tiret, les mots « ou la législation » sont insérés entre les mots « par le décret » et les mots « qui établit la taxe »;

2) il est inséré un nouveau tiret entre le deuxième et le troisième tiret, rédigé comme suit :

« - soit de produire, à la requête du fonctionnaire du service désigné par le Gouvernement, dans un délai d'un mois et sans déplacement, tous renseignements et tous documents jugés nécessaires au contrôle de la déclaration relative à la taxe de circulation, mise en circulation et eurovignette ou à l'application de la législation relative à ces dernières taxes; ».

Art. 49. Dans l'article 17^{bis} du même décret, inséré par le décret du 22 mars 2007 et modifié respectivement par les décrets du 17 janvier 2008 et du 10 décembre 2009, sont apportées les modifications suivantes :

1) au § 1^{er} :

a) au point b), les mots « établissant le montant de taxes dues et dans laquelle le redevable mentionne lui-même le montant de taxes dues » sont supprimés;

b) il est inséré un point d) rédigé comme suit :

« d. soit suite à une transaction consécutive à une infraction »;

2) au § 2, alinéa 2, il est inséré un sixième tiret, rédigé comme suit :

« - les taxes visées au § 1^{er},

d. à défaut de paiement conformément à la transaction intervenue. »;

3) sont insérés trois nouveaux paragraphes, rédigés comme suit :

« § 2/1. Les rôles contenant les taxes dues sont formés soit distinctement par taxe régionale wallonne, soit simultanément pour plusieurs de ces taxes. Ils sont dressés par exercice d'imposition. Ils peuvent l'être pour plusieurs exercices à condition qu'ils soient revêtus annuellement d'un nouvel exécutoire.

§ 2/2. Les rôles sont rattachés à l'année budgétaire en cours à la date de leur exécutoire; il est fait application des taux de taxe et éventuellement des centimes additionnels afférents aux exercices d'imposition respectifs.

§ 2/3 Les rôles sont dressés aux époques fixées par le directeur général du service désigné par le Gouvernement ou le fonctionnaire délégué par lui. ».

Art. 50. Dans le « Chapitre IV : Délai d'imposition et exigibilité des taxes » du même décret, l'article 18 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 18. Pour les taxes, en principal, additionnels et amendes, au profit de la Région, des provinces, des fédérations de communes et des communes, les rôles sont formés et rendus exécutoires par le fonctionnaire désigné par le Gouvernement. ».

Art. 51. Dans l'article 20, alinéa 2, du même décret, remplacé par le décret du 10 décembre 2009, au dernier tiret, la lettre « d » est insérée après la lettre « c ».

Art. 52. Dans l'article 25, alinéa 2, du même décret, remplacé par le décret du 10 décembre 2009, les mots « intégralement ou partiellement » sont insérés entre les mots « impôts perçus, » et les mots « , autrement que par rôle. ».

Art. 53. Dans le « Chapitre V : Voies de recours — Section 1^{re} — Recours administratif », du même décret, il est inséré un article 25^{bis}, rédigé comme suit :

« Art. 25^{bis}. La réclamation dirigée contre une taxe établie sur des éléments contestés vaut d'office pour les autres taxes établies sur les mêmes éléments, ou supplément de taxe avant décision du fonctionnaire désigné par le Gouvernement, alors même que seraient expirés les délais de réclamation contre ces autres taxes. ».

Art. 54. Dans l'article 34, au point 1 du même décret, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001, les mots « par mois » sont supprimés.

Art. 55. Dans l'article 63 du même décret, remplacé par le décret du 22 mars 2007 et modifié par le décret du 10 décembre 2009, sont apportées les modifications suivantes :

1) le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Pour toute infraction au présent décret, une amende de 5 à 1.250 euros peut être appliquée. Le Gouvernement est habilité à déterminer l'échelle de l'amende administrative. Toutefois, si l'infraction a été commise dans le but d'éviter la taxe, cette dernière est augmentée de plein droit d'une amende minimum de 100 pourcent du montant de la taxe que le redevable a tenté d'éviter. »;

2) au § 2, il est inséré un 5^o, rédigé comme suit :

« 5^o sans préjudice du 2^o, pour la taxe de circulation en cas d'application de l'article 15, troisième tiret, du défaut de déclaration dans le délai prescrit ou d'insuffisance de déclaration, le redevable encourt une amende fiscale d'un montant égal au triple du montant de la taxe éludée si elle dépasse le dixième de la taxe primitive. ».

Titre IV. — Entrée en vigueur

Art. 56. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014, à l'exception des articles 28 et 30 qui entrent en vigueur 10 jours après la publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 28 novembre 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

(1) *Session 2013-2014.*

Documents du Parlement wallon, 880 (2013-2014). Nos 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 27 novembre 2013.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/206976]

28. NOVEMBER 2013 — Dekret zur Festlegung verschiedener Maßnahmen im Bereich der Besteuerung von Fahrzeugen, Spielen und Wetten, und Spielautomaten (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Titel I — Abänderung des Gesetzes vom 27. Dezember 1994 zur Genehmigung des Abkommens über die Erhebung von einem Nutzungsrecht zur Benutzung einiger Straßen durch schwere Nutzfahrzeuge, das am 9. Februar 1994 zwischen den Regierungen der Bundesrepublik Deutschland, des Königreichs Belgien, des Königreichs Dänemark, des Großherzogtums Luxemburg und des Königreichs der Niederlande in Brüssel unterzeichnet wurde, und zur Einführung einer Eurovignette aufgrund der Richtlinie 93/89/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaft vom 25. Oktober 1993

Artikel 1 - In Artikel 2, Absatz 2 des Gesetzes vom 27. Dezember 1994 zur Genehmigung des Abkommens über die Erhebung von einem Nutzungsrecht zur Benutzung einiger Straßen durch schwere Nutzfahrzeuge, das am 9. Februar 1994 zwischen den Regierungen der Bundesrepublik Deutschland, des Königreichs Belgien, des Königreichs Dänemark, des Großherzogtums Luxemburg und des Königreichs der Niederlande in Brüssel unterzeichnet wurde, und zur Einführung einer Eurovignette aufgrund der Richtlinie 93/89/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaft vom 25. Oktober 1993, wird "Artikel 2" durch "Artikel 2ter" ersetzt.

Art. 2 - Ein Artikel 2ter mit folgendem Wortlaut wird in Kapitel II - Eurovignette desselben Gesetzes eingefügt:

"Art. 2ter - Die von der Regierung bestimmte Dienststelle wird dazu ermächtigt, die bestehenden Ansprüche betreffend die Eurovignette zu erheben und beizutreiben, für welche der föderale Einnehmer einen Zahlungsbefehl ausgestellt hat."

Art. 3 - Artikel 5 desselben Gesetzes wird durch fünf Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Für die in Abs. 1, 2° vorgesehene Freistellung gilt, dass die Bedingung des "gelegentlichen Verkehrs" eines Fahrzeugs erfüllt ist, wenn das betreffende Fahrzeug während des steuerbaren Zeitraums höchstens dreißig Tage auf der öffentlichen Straße benutzt worden ist.

Die Person, der die Freistellung gewährt wurde, wird die Beachtung dieser Bedingung anhand eines von ihr geführten Fahrtenblatts beweisen, das sich immer an Bord des betroffenen Fahrzeugs befinden muss.

Das Fahrtenblatt muss anlässlich der Abgabe der in Artikel 9 genannten Erklärung bei der von der Regierung bestimmten Dienststelle beantragt werden. Es hat eine maximale Gültigkeitsdauer von zwölf aufeinanderfolgenden Monaten, ohne dass diese die Dauer des steuerbaren Zeitraums überschreiten darf.

Die Person, der die Freistellung gewährt wurde, und die ihre Erklärung einreicht oder der Zulassung ihres Fahrzeugs ein Ende setzt und später für dasselbe Fahrzeug eine neue Erklärung innerhalb eines Zeitraums von zwölf Monaten nach dem Datum des Anfangs des letzten gültigen Fahrtenblatts einreicht, wird kein neues Fahrtenblatt beantragen können. Ebenso kann die Person, der die Freistellung gewährt wurde, und die ein Fahrtenblatt beantragt, das wegen eines verspäteten Antrags verweigert wurde, für den zwölfmonatigen Zeitraum nach dem Anfang des laufenden steuerbaren Zeitraums, für den der Antrag auf ein Fahrtenblatt verweigert wurde, kein neues Fahrtenblatt mehr beantragen.

Die Wallonische Regierung bestimmt das Muster des Fahrtenblatts sowie die Modalitäten für seine Hinterlegung und Einsendung."

Art. 4 - In Artikel 6 desselben Gesetzes werden folgenden Änderungen vorgenommen:

1) in Abs. 1 wird "dem Eigentümer des Fahrzeugs" durch "der natürlichen oder juristischen Person, die in der Zulassungsbescheinigung angegeben ist oder sein sollte" ersetzt;

2) in Absatz 2:

a) die Wortfolge "den Eigentümer" wird jeweils durch "die natürliche oder juristische Person, die in der Zulassungsbescheinigung angegeben ist oder sein sollte" ersetzt;

b) das Wort "oder" wird durch "und" ersetzt.

Art. 5 - In Artikel 8, § 2, Absatz 3 desselben Gesetzes, abgeändert durch das Gesetz vom 10. Juni 2001, wird die Wortfolge "Der König" durch "Die Wallonische Regierung" ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 9 desselben Gesetzes, abgeändert durch das Gesetz vom 10. Juni 2001, werden folgenden Änderungen vorgenommen:

1) Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"Die Eurovignette ist vor dem Anfang jedes Besteuerungszeitraums unaufgefordert bei der von der Wallonischen Regierung bestimmten Dienststelle zu zahlen.";

2) der letzte Absatz, der mit den Wörtern "Bei der Begleichung" wird aufgehoben.

Art. 7 - Die Artikel 10 und 11 desselben Gesetzes werden außer Kraft gesetzt.

Art. 8 - Artikel 12 desselben Gesetzes, abgeändert durch die Gesetze vom 10. April 1995, 13. März 2001 bzw. 10. Juni 2001, wird wie folgt abgeändert:

1) in § 1, Absätze 1 und 2, wird die Wortfolge "gegen Abgabe der Bescheinigung" aufgehoben;

2) in § 2, 2°, Absatz 4 wird die Wortfolge "dem für die mit der Erhebung der Eurovignette beauftragte Dienststelle verantwortlichen Regionaldirektor" durch den Wortlaut "der von der Wallonischen Regierung bestimmten Dienststelle" ersetzt.

3) in § 2, 2°, letzter Absatz wird die Wortfolge "Der König" durch "Die Wallonische Regierung" ersetzt.

Art. 9 - In Artikel 13 desselben Gesetzes, abgeändert durch das Gesetz vom 10. Juni 2001 wird die Wortfolge "Der König" durch "Die Wallonische Regierung" ersetzt.

Art. 10 - Artikel 14 desselben Gesetzes wird aufgehoben.

Art. 11 - In Artikel 16 desselben Gesetzes wird die Wortfolge "Der König" durch "Die Wallonische Regierung" ersetzt.

Titel II — Abänderung des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern

KAPITEL I — *Gemeinsame Bestimmungen*

Art. 12 - Artikel 2ter, Absatz 1 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern, eingefügt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, wird durch die Nummern 3°, 4° und 5° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

3° die Verkehrssteuer auf Kraftfahrzeuge;

4° die Inbetriebsetzungssteuer;

5° die Eurovignette."

KAPITEL II — *Verkehrssteuer auf Kraftfahrzeuge*

Art. 13 - Artikel 5 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch die Gesetze vom 25. Januar 1999, 7. November 2000 bzw. 8. April 2002, wird wie folgt abgeändert:

1) in § 1:

a) in Nr. 6°, b), Absatz 2, und Nr. 7°, Absatz 2 wird "Der Minister der Finanzen" durch "Die Wallonische Regierung" ersetzt;

b) in Absatz 2 wird die Wortfolge "Der König" durch "Die Wallonische Regierung" ersetzt;

2) es wird ein § 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 3. Für die in § 1, 10° und § 2, 2° vorgesehenen Freistellungen gilt, dass die Bedingung des "gelegentlichen Verkehrs" eines Fahrzeugs erfüllt ist, wenn das betreffende Fahrzeug während des steuerbaren Zeitraums höchstens dreißig Tage auf der öffentlichen Straße benutzt worden ist.

Die Person, der die Freistellung gewährt wurde, wird die Beachtung dieser Bedingung anhand eines von ihr geführten Fahrtenblatts beweisen, das sich immer an Bord des betroffenen Fahrzeugs befinden muss.

Das Fahrtenblatt muss anlässlich der Abgabe der in Artikel 36ter § 2 und 36quater § 2 genannten Erklärung bei der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie beantragt werden. Es hat eine maximale Gültigkeitsdauer von zwölf aufeinanderfolgenden Monaten, ohne dass diese die Dauer des steuerbaren Zeitraums überschreiten darf.

Die Person, der die Freistellung gewährt wurde, und die ihre Erklärung einreicht oder der Zulassung ihres Fahrzeugs ein Ende setzt und später für dasselbe Fahrzeug eine neue Erklärung innerhalb eines Zeitraums von zwölf Monaten nach dem Datum des Anfangs des letzten gültigen Fahrtenblatts einreicht, wird kein neues Fahrtenblatt beantragen können. Ebenso kann die Person, der die Freistellung gewährt wurde, und die ein Fahrtenblatt beantragt, das wegen eines verspäteten Antrags verweigert wurde, für den zwölfmonatigen Zeitraum nach dem Anfang des laufenden steuerbaren Zeitraums, für den der Antrag auf ein Fahrtenblatt verweigert wurde, kein neues Fahrtenblatt mehr beantragen.

Die Wallonische Regierung bestimmt das Muster des Fahrtenblatts sowie die Modalitäten für dessen Hinterlegung und Einsendung.“

Art. 14 - In Artikel 7, Absatz 2 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Gesetz vom 25. Januar 1999 wird die Wortfolge "Der König" durch "Die Wallonische Regierung" ersetzt.

Art. 15 - In Artikel 15, Absatz 2 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Gesetz vom 25. Januar 1999 wird die Wortfolge "Der Minister der Finanzen" durch "Die Wallonische Regierung" ersetzt.

Art. 16 - In Artikel 23^{ter}, Absatz 3 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Gesetz vom 25. Januar 1999 wird die Wortfolge "Der König" durch "Die Wallonische Regierung" ersetzt.

Art. 17 - In Kapitel IX : Tagessteuer desselben Gesetzbuches werden folgende Artikel aufgehoben:

1) Artikel 24, abgeändert durch das Gesetz vom 25. Januar 1999 und durch die Königlichen Erlasse vom 20. Juli 2000 und 13. Juli 2001;

2) Artikel 25, 27 und 28.

Art. 18 - Artikel 29 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Gesetz vom 25. Januar 1999, wird wie folgt abgeändert:

1) Absatz 1 wird durch das Folgende ersetzt:

"Die Steuer muss so wie in der Zahlungsaufforderung, die die von der Regierung bestimmte Dienststelle zu diesem Zweck an den Steuerpflichtigen richtet, angegeben, und binnen der dort stehenden Frist eingezahlt werden. Diese Frist muss jedoch mindestens fünfzehn Tage betragen.“;

2) in Absatz 2 wird die Wortfolge "Der König" durch "Die Wallonische Regierung" ersetzt.

Art. 19 - In "Kapitel X: Festlegung und Beitreibung" desselben Gesetzbuches werden folgende Artikel aufgehoben:

1) Artikel 31, abgeändert durch das Gesetz vom 25. Januar 1999;

2) Artikel 32, abgeändert durch das Gesetz vom 25. Januar 1999 bzw. durch das Gesetz vom 19. Mai 2010;

3) Artikel 33, wieder eingeführt durch das Programmgesetz vom 23. Dezember 2009.

Art. 20 - In Artikel 34 desselben Gesetzbuches, wieder eingeführt durch das Gesetz vom 21. Dezember 2009, wird das Wort "Verwaltung" durch "von der Wallonischen Regierung bestimmten Dienststelle" ersetzt.

Art. 21 - In Artikel 35 desselben Gesetzbuches, wieder eingeführt durch das Gesetz vom 21. Dezember 2009, wird das Wort "Verwaltung" durch "von der Wallonischen Regierung bestimmte Dienststelle" ersetzt.

Art. 22 - Artikel 36^{ter} desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Gesetz vom 25. Januar 1999 bzw. durch das Gesetz vom 19. Februar 2001, wird wie folgt abgeändert:

1) in § 2 Abs. 1 wird die Wortfolge "dem Beamten bzw. der Dienststelle, der bzw. die mit der Beitreibung beauftragt ist" durch "der von der Wallonischen Regierung bestimmten Dienststelle" ersetzt.

2) in § 4, Absatz 2, wird die Wortfolge "Der König" durch "Die Wallonische Regierung" ersetzt.

Art. 23 - Artikel 36^{quater} desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Gesetz vom 19. Februar 2001, wird wie folgt abgeändert:

1) in § 2 Abs. 1 wird die Wortfolge "dem Beamten bzw. der Dienststelle, der bzw. die mit der Beitreibung beauftragt ist" durch "der von der Wallonischen Regierung bestimmten Dienststelle" ersetzt.

2) in § 4, Absatz 2, wird die Wortfolge "Der König" durch "Die Wallonische Regierung" ersetzt.

Art. 24 - In "Kapitel XI: Durchführungs- und Kontrollmaßnahmen" desselben Gesetzbuches werden folgende Artikel aufgehoben:

1) Artikel 38, abgeändert durch das Gesetz vom 24. März 1970 bzw. durch das Gesetz vom 10. Februar 1981;

2) Artikel 39, abgeändert durch das Gesetz vom 10. Februar 1981;

3) Artikel 40, abgeändert durch das Gesetz vom 24. März 1970 bzw. durch das Gesetz vom 25. Januar 1999.

Art. 25 - In Artikel 41 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Gesetz vom 10. Februar 1981, wird die Wortfolge "dem Straßenverkehrsamt" durch "der ausstellenden Dienststelle" ersetzt.

Art. 26 - In Artikel 42, § 2, Absatz 1 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1980, wird die Wortfolge " , die der Staat auf Kraftfahrzeuge erhebt" durch " , die auf Kraftfahrzeuge erhoben wird" ersetzt.

Art. 27 - In "Kapitel XIII: Befugnisse der Provinzen, der Agglomerationen und der Gemeinden" desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Gesetz 7. Juli 1972 bzw. durch das Gesetz vom 8. August 1980, wird ein wie folgt verfasster Artikel 42^{bis} eingefügt:

"Art. 42^{bis} - Die operative Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie gewährt den Gemeinden die durchlaufenden Einnahmen, die für ihre Rechnung erwirtschaftet wurden, vor dem Ende des Monats, der auf den der Erhebung folgt.

Wenn die so den Gemeinden ausgezahlten Beträge nachgelassene Beiträge umfassen, die zuvor vom Steuerpflichtigen bezahlt wurden, bilden diese eine regionale Forderung, die bei der betreffenden Gemeinde zurückzufordern ist.

Diese regionale Forderung wird durch eine Einbehaltung von Amts wegen auf die Auszahlung der im Monat, der auf die Verbuchung des Nachlasses der betreffenden Beiträge folgt, erhobenen Beträge/Einnahmen beigetrieben. Wenn sich ergeben würde, dass die erhobenen Einnahmen unzureichend sind, um die vorgenannte regionale Forderung für einen gegebenen Monat völlig auszugleichen, wird der restliche Betrag dieser Forderung automatisch auf die Einnahmen einbehalten, die im bzw. in den nachfolgenden Monaten auszuführen sind, dies bis die Forderung völlig ausgeglichen ist.

Die Wallonische Regierung kann die zur Anwendung vorliegenden Artikels notwendigen Modalitäten festlegen.“

KAPITEL III — *Steuer auf Spiele und Wetten*

Art. 28 - In Artikel 45 § 1 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern, eingefügt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009 und abgeändert durch das Dekret vom 22. Juli 2010, wird "auf 32 %" durch "auf 15 %" ersetzt.

Art. 29 - In Artikel 46 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1) in § 1, 1° wird die Wortfolge "auf 4,80 % für die Gewinne der Bankhalter bei Bakkarat "chemin de fer"" durch "auf 11 % für die bei Kartenspielen, mit Ausnahme des black jack und des texas hold'em poker, und bei Spielen, bei denen Würfel oder Dominos, sei es auch nur gelegentlich, benutzt werden, erzielte Bruttomarge" ersetzt;

2) au § 1, 2°, wird die Wortfolge "als Bakkarat "chemin de fer" und Roulett ohne Zero" durch "als die sub 1° genannten Spiele" ersetzt;

3) in § 2, 1° wird die Wortfolge "der Bankhalter oder" gestrichen.

KAPITEL IV — *Steuer auf Spielautomaten*

Art. 30 - In Artikel 80 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 19. Dezember 2012, wird § 1 durch folgende Bestimmung ersetzt:

« § 1. Der Betrag der Steuer wird folgendermaßen festgelegt:

Kategorie der Automaten	Betrag der Steuer
A	3.000,00 EUR
B	1.194,80 EUR
C	380,17 EUR
D	271,55 EUR
E	162, 93 EUR

Die vorerwähnten Beträge der Steuern werden jährlich ab dem Besteuerungszeitraum 2014 je nach den Schwankungen des Verbraucherpreisindex angepasst. Die operative Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie veröffentlicht jährlich ab dem Jahr 2013 im Belgischen Staatsblatt die Beträge der Steuern, die für den am 1. Januar des darauffolgenden Jahres beginnenden Besteuerungszeitraum zu erheben sind und die im gleichen Verhältnis wie die Entwicklung des Verbraucherpreisindex zwischen den Monaten Juni des Veröffentlichungsjahres und des Vorjahres angepasst wurden."

KAPITEL V — *Inbetriebsetzungssteuer*

Art. 31 - In Artikel 95 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch die Gesetze vom 1. Juni 1992, 21. Dezember 2009 bzw. 23. Dezember 2009, wird die Wortfolge "Artikel 2, Absätze 1, 3 und 4 und die Artikel 33, 34, 35, 37, 38 und 41" durch "die Artikel 34, 35, 37 und 41" ersetzt.

Art. 32 - In Artikel 96, letzter Absatz desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Gesetz vom 1. Juni 1992 wird das Wort "Der König" durch "Die Wallonische Regierung" ersetzt.

Art. 33 - In Artikel 97ter, 5°, Abs. 1, desselben Gesetzbuches wird die Wortfolge "von der Dienststelle, die für die Verwaltung und den Dienst der Inbetriebsetzungssteuer aufkommt, oder aber" gestrichen.

Art. 34 - In "Kapitel IV: Höhe der Steuer, Abschnitt 1: Höhe der Steuer für die Kombiwagen im Sinne von Artikel 91, Nr. 1°, die von einer natürlichen Person in Gebrauch genommen werden, deren Wohnsitz sich in der Wallonischen Region befindet" wird Artikel 97sexies desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 5. März 2008, und abgeändert durch die Dekrete vom 10. Dezember 2009 bzw. 15. Dezember 2011, aufgehoben.

Art. 35 - Artikel 98, § 3 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Gesetz vom 25. Mai 1993, wird wie folgt abgeändert:

1) in Absatz 1:

a) das Wort "Der König" wird durch "Die Wallonische Regierung" ersetzt;

b) die Wortfolge "durch im Ministerrat beratenen Erlass" wird aufgehoben;

2) Absatz 2 wird durch das Folgende ersetzt:

"Sie befasst das Wallonische Parlament sofort, wenn es versammelt ist, oder sonst ab der Eröffnung ihrer allernächsten Sitzung, mit einem Dekretentwurf zur Bestätigung des so verabschiedeten Erlasses."

Art. 36 - In Artikel 100 § 2 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 8. Juli 2002 bzw. 10. Dezember 2009 wird Absatz 2 aufgehoben.

Art. 37 - In Artikel 101 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Gesetz vom 1. Juni 1992, wie die Wortfolge "Gemeinde, die in der Zulassungsbescheinigung genannt wird" durch "Gemeinde, die in der Zulassungsbescheinigung genannt wird oder genannt werden soll" ersetzt.

Art. 38 - Artikel 102 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Gesetz vom 1. Juni 1992, wird wie folgt abgeändert:

1) Absatz 1 wird durch das Folgende ersetzt:

"Die Steuer muss so wie in der Zahlungsaufforderung, die die von der Wallonischen Regierung bestimmte Dienststelle zu diesem Zweck an den Steuerpflichtigen richtet, angegeben, und binnen der dort stehenden Frist eingezahlt werden. Diese Frist muss jedoch mindestens fünfzehn Tage betragen."

2) in Absatz 2 wird die Wortfolge "der König" durch "die Wallonische Regierung" ersetzt.

Art. 39 - In "Kapitel V: Auferlegung der Steuer und Erhebungsmodalitäten" desselben Gesetzbuches werden folgende Artikel aufgehoben:

1) Artikel 103bis, abgeändert durch das Gesetz vom 25. Mai 1993 bzw. durch das Gesetz vom 19. Mai 2010;

2) Artikel 104, abgeändert durch das Gesetz vom 1. Juni 1992 bzw. durch das Gesetz vom 28. Dezember 1992.

Art. 40 - In Artikel 105, Absatz 2 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Gesetz vom 1. Juni 1992 wird die Wortfolge "Der König" durch "Die Wallonische Regierung" ersetzt.

Art. 41 - In "Kapitel V: Auferlegung der Steuer und Erhebungsmodalitäten" desselben Gesetzbuches wird Artikel 106, abgeändert durch das Gesetz vom 1. Juni 1992, aufgehoben.

Titel III — Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben

Art. 42 - In Artikel 7 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen wallonischen direkten Abgaben, abgeändert durch das Dekret vom 18. September 2013, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1) Absatz 1 wird durch das Folgende ersetzt:

„Die Erklärung muss innerhalb der auf dem Formular angegebenen Frist und nach den von der Wallonischen Regierung festgelegten Modalitäten auf Papierträger oder in entmaterialisierter Form der betroffenen Dienststelle zugeschickt oder abgegeben werden.“;

2) es wird ein Absatz 5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Der Steuerpflichtige muss jede Änderung eines der Elemente der Erklärung melden. Was die Verkehrssteuer und die Eurovignette betrifft, muss die Erklärung vor der Ingebrauchnahme des Fahrzeugs unter den neuen Bedingungen vorgenommen werden.“.

Art. 43 - In Artikel 11*bis* desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, wird § 2 durch folgende Bestimmung ersetzt:

„§ 2. Auf einfache Anforderung der in § 1 genannten Beamten und unbeschadet der diesen Beamten durch § 1 und § 4 gewährten Befugnisse

1) muss jede Person ihnen alle Auskünfte, Bücher, Register, Rechnungen und sonstigen zur Festlegung und zur Erhebung der in dem vorliegenden Dekret erwähnten Steuern und Abgaben nützlich sind, vorlegen. Diesen Beamten wird erlaubt, Kopien davon zu machen.

Wenn diese Bücher, Register, Rechnungen und sonstigen Dokumente mittels eines EDV-Systems geführt, erstellt, ausgestellt, empfangen bzw. aufbewahrt werden, dürfen diese Beamten:

- die Mitteilung der auf EDV-Trägern gespeicherten Daten in einer lesbaren und verständlichen Form anfordern;
- von der in Absatz 1 erwähnten Person verlangen, dass sie in ihrer Anwesenheit und auf deren Material, Kopien aller vorerwähnten Daten oder eines Teils davon in der von ihnen erwünschten Form macht, sowie die zur Überprüfung der genauen Erhebung der in dem vorliegenden Dekret genannten Steuern und Abgaben notwendigen EDV-Verrichtungen vornimmt;
- von der in Absatz 1 erwähnten Person verlangen, dass sie ihnen die Analyse-, Programmierungs- und Betriebsakten des verwendeten Systems mitteilt;

2) was die Verkehrssteuer betrifft, muss jeder Fahrer ihnen alle Auskünfte über die Benutzung des Fahrzeugs mitteilen, die die Freistellungen im Sinne von Artikel 15 der allgemeinen Regelung der den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern rechtfertigen.“.

Art. 44 - In Artikel 11*bis* desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, werden ein § 4 und § 5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„§ 4. Die in § 1 genannten Beamten werden zwecks der Kontrolle der Erhebung der Verkehrssteuer, Inbetriebsetzungssteuer und Eurovignette insbesondere dazu ermächtigt:

- a) ohne jede Hilfe Garagen, Hallen, Lagerorte und Anlegestellen zu besichtigen;
- b) sich die Zulassungsbücher der Straßenfahrzeuge und Luftfahrzeuge, den Flaggenausweis der Boote, das Konformitätszeugnis, die Konformitätserklärung und jedes gleichwertige Dokument sowie jedes Dokument zum Beweis dafür, dass die Steuer bezahlt wurde, vorzeigen zu lassen;
- c) das gemäß Artikel 36*ter* und 36*quater* des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern ausgestellte Steuerkennzeichen der sich auf der öffentlichen Straße befindenden Fahrzeuge zu kontrollieren;
- d) sich bei der Feststellung auf der öffentlichen Straße des Verstoßes der Nichtzahlung der Steuer vom Fahrer des Fahrzeugs den hinterzogenen Betrag der Steuer zuzüglich einer administrativen Geldbuße sofort bezahlen zu lassen.

Wenn sich der Fahrer dazu weigert, wird das Fahrzeug bis zur Zahlung der geschuldeten Beträge zurückgehalten. Wenn diese Beträge nicht binnen sechsundneunzig Stunden nach der Feststellung des Verstoßes gezahlt worden sind, wird das Fahrzeug gepfändet.

Binnen zwei Werktagen wird der natürlichen oder juristischen Person, die in der Zulassungsbescheinigung angegeben wird oder sein sollte, eine Pfändungsanzeige zugesandt.

Die Gefahren und eventuellen Kosten, die sich aus der Zurückhaltung und der Pfändung des Fahrzeugs ergeben, gehen zu Lasten der natürlichen oder juristischen Person, die in der Zulassungsbescheinigung angegeben wird oder sein sollte, oder, falls die Zahlung nicht erfolgt, zu Lasten des Eigentümers, Betreibers, Halters oder Fahrers des Fahrzeugs, die nach der Gesetzgebung gesamtschuldnerisch zur Zahlung der betroffenen Steuer verpflichtet sind.

Die Pfändung wird aufgehoben, nachdem die geschuldeten Beträge und Kosten bezahlt worden sind.

Wenn diese Beträge und Kosten nicht bezahlt worden sind, werden deren Zahlung und der Verkauf des gepfändeten Fahrzeugs durch ein Gerichtsurteil angeordnet. Die Gerichtskosten, der Betrag der betroffenen Steuer, die Geldbuße und die anderen damit verbundenen Kosten werden vom Erlös des Verkaufs des Fahrzeugs abgerechnet und der eventuelle Restbetrag wird der natürlichen oder juristischen Person, die in der Zulassungsbescheinigung angegeben wird oder sein sollte, zurückbezahlt.

Für die Anwendung des vorliegenden § 4, d) werden die Bestimmungen der Gesetze und Verordnungen über Zölle und Akzisen betreffend die Zurückhaltung, die Pfändung und den Verkauf angewandt;

e) den Fahrern Anweisungen zu geben, und den Verkehr zu regeln, in Übereinstimmung mit Artikel 11 des Gesetzes vom 16. März 1968 über die Straßenverkehrspolizei;

f) die Elemente, die zur Festlegung der Steuer-PS und des steuerpflichtigen Gewichts nötig sind, so wie in den Artikeln 17 bis 20 der den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern vorgesehen sind, festzustellen und zu kontrollieren, dies anhand der Angaben auf Rechnungen, Katalogen, Anleitungen, Wiegescheinen und anderen als beweiskräftig geltenden Dokumenten.

Die von der Regierung bestimmte Dienststelle lässt das Fahrzeug wiegen oder vollständig untersuchen, wenn sie es als notwendig erachtet.

Der Ort, das Datum und die Uhrzeit des Wiegens oder der vollständigen Untersuchung des Fahrzeugs werden mindestens fünf Tage im Voraus den betroffenen Personen zur Kenntnis gebracht; diese sind verpflichtet, ein betriebsfähiges Fahrzeug vorzustellen;

g) die Hilfe der lokalen Polizei zu beantragen.

Die in § 1 genannten Beamten sind im Rahmen der Kontrolle der Erhebung der in § 4 genannten Steuern verpflichtet, die Dienstuniform zu tragen und sich bei der Ausübung ihres Amtes anhand ihrer Legitimationskarte zu identifizieren.

Die Wallonische Regierung bestimmt die von diesen Beamten getragene Dienstuniform sowie die Legitimationskarte und die Erkennungsmerkmale der von Letzteren benutzten Kontrollfahrzeuge.

§ 5. Unbeschadet der den anderen Gerichtspolizeioffizieren und -bediensteten und den Mitgliedern des Einsatzkaders der lokalen und föderalen Polizei anvertrauten Befugnisse erkennt die Wallonische Regierung den vereidigten Personalmitgliedern, die sie bestimmt, die Eigenschaft des Gerichtspolizeibediensteten oder -offiziers zu, um die Erhebung der Steuern zu kontrollieren, auf die vorliegende Dekret anwendbar ist.“

Art. 45 - In "Kapitel II - Abschnitt 2 Ermittlungen und Kontrollen" desselben Dekrets wird ein Artikel *11quater* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. *11quater* - Wer - in gleich welcher Eigenschaft - an der Durchführung der wallonischen steuerrechtlichen Bestimmungen teilnimmt oder zu den Büroräumen der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Zugang hat, ist außerhalb der Ausübung seines Amtes verpflichtet, über alles, von dem er wegen der Ausübung seiner Aufgaben Kenntnis gehabt hat, absolutes Stillschweigen zu behalten.“

Art. 46 - Artikel *12bis* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, wird wie folgt ergänzt:

"Was die Eurovignette, die Verkehrssteuer und die Inbetriebsetzungssteuer betrifft, sind die Personalmitglieder der von der Regierung bestimmten Dienststelle, in ihrer Eigenschaft als Gerichtspolizeibediensteter oder Gerichtspolizeioffizier, befugt, um auf dem gesamten Gebiet der Wallonischen Region Verstöße gegen die betreffende Gesetzgebung aufzudecken, um, allein oder gemeinsam, die betreffenden Protokolle aufzunehmen und unverzüglich den hinterzogenen Betrag der betreffenden Steuer zuzüglich der administrativen Geldbuße einzunehmen.

Diese Protokolle, denen unter Umständen die geschriebenen Erläuterungen der Zuwiderhandelnden beigelegt werden, werden auf Antrag des regionalen Ministers für Finanzen verfasst, zwecks Verfolgungen und gerichtlicher Schritte durch den Beamten der von der Wallonischen Regierung bestimmten Dienststelle mit Zustellungsdomizil in seinen Büroräumen; diese Protokolle werden von der Behauptung oder dem Visum und der Notifizierung befreit.

Die Protokolle werden den Beamten übermittelt, die vom regionalen Minister von Finanzen zu diesem Zweck bestimmt wurden.“

Art. 47 - In Artikel *12quater*, Absatz 2 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, wird in der französischen Fassung das Wort "applicable" durch "applicables" ersetzt.

Art. 48 - In Artikel 15, Absatz 1 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1) im ersten Gedankenstrich wird die Wortfolge "die ihm durch das Dekret, das" durch "die ihm durch das Dekret bzw. die Gesetzgebung, das bzw. die" ersetzt;

2) zwischen den zweiten und den dritten Gedankenstrich wird ein neuer Gedankenstrich mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"- oder alle für die Kontrolle der Erklärung betreffend die Verkehrssteuer, Inbetriebsetzungssteuer und Eurovignette oder die Anwendung der Gesetzgebung betreffend diese letztgenannten Steuern als notwendig erachteten Auskünfte und Dokumente auf Antrag des von der Regierung bestimmten Beamten der Dienststelle binnen eines Monats vor Ort vorzuzeigen;"

Art. 49 - In Artikel *17bis* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 22. März 2007, und abgeändert durch die Dekrete vom 17. Januar 2008 bzw. 10. Dezember 2009, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1) in § 1:

a) unter Buchstabe b) wird die Wortfolge "aufgrund einer den Betrag der geschuldeten Abgaben festsetzenden Erklärung, in der der Abgabepflichtige den Betrag der geschuldeten Abgaben selbst angibt" durch "aufgrund einer Erklärung" ersetzt;

b) es wird ein Buchstabe d) mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"d. oder anschließend an einen Vergleich, der auf einen Verstoß folgt";

2) in § 2, Absatz 2, wird ein sechster Gedankenstrich mit folgendem Wortlaut eingefügt:

" - die in § 1, d. genannten Steuern bzw. Abgaben in Ermangelung einer Zahlung gemäß des stattgefundenen Vergleichs.“;

3) Drei neue Paragraphen mit folgendem Wortlaut werden eingefügt:

“ § 2/1. Die Heberollen, die die geschuldeten Steuern bzw. Abgaben enthalten, werden entweder getrennt nach wallonischer regionaler Steuer bzw. Abgabe, oder aber gleichzeitig für mehrere dieser Steuern bzw. Abgaben gebildet. Sie werden nach Steuerjahr erstellt. Sie können für mehrere Steuerjahre erstellt werden, unter der Bedingung, dass sie jährlich mit einem neuen Vollstreckungstitel versehen werden.

§ 2/2. Die Heberollen werden mit dem am Datum ihres Vollstreckungstitels laufenden Haushaltsjahr verbunden; es werden die Steuersätze und eventuell auch die Zuschlagshundertstel, die die jeweiligen Steuerjahre betreffen, angewandt.

§ 2/3. Die Heberollen werden in den Zeiträumen erstellt, die der Generaldirektor der von der Regierung bestimmten Dienststelle oder der Beamte, den er damit beauftragt, festlegt.”

Art. 50 - In “Kapitel IV: Veranlagungsfrist und Fälligkeit der Abgaben” desselben Dekrets wird Artikel 18 durch Folgendes ersetzt:

“Art. 18 - Für die Abgaben bzw. Steuern, Hauptbetrag, Zuschlagsteuern und Geldbußen, zugunsten der Region, der Provinzen, der Gemeindeföderationen, und der Gemeinden werden die Heberollen von dem durch die Regierung bezeichneten Beamten gebildet und für vollstreckbar erklärt.”

Art. 51 - In Artikel 20, Absatz 2 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, wird im letzten Gedankenstrich der Buchstabe “d” nach dem Buchstaben “c” eingefügt.

Art. 52 - In Artikel 25, Absatz 2 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009 wird die Wortfolge “- insgesamt oder teilweise -” zwischen “Abgaben, die” und “nicht über eine Heberolle erhoben werden.” eingefügt.”

Art. 53 - In “Kapitel V: Beschwerdewege - Verwaltungsrechtliche Beschwerde” desselben Dekrets wird ein Artikel 25bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 25bis - Eine Beschwerde gegen eine Steuer bzw. Abgabe, die auf der Grundlage von beanstandeten Elementen eingeführt wurde, gilt von Amts wegen für die anderen Steuern bzw. Abgaben, die auf der Grundlage derselben Elemente eingeführt wurden, oder für Zusatzsteuern, vor dem Beschluss des von der Regierung bestimmten Beamten, auch wenn die Beschwerdefristen gegen diese anderen Steuern bzw. Abgaben abgelaufen sind.”

Art. 54 - In Artikel 34, Pos. 1 desselben Dekrets, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001, wird die Wortfolge “pro Monat” gestrichen.

Art. 55 - In Artikel 63 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 22. März 2007, und abgeändert durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1) § 1 wird durch das Folgende ersetzt:

“ § 1. Jeder Verstoß gegen vorliegendes Dekret kann mit einer Geldbuße von 5 bis 1.250 Euro belegt werden. Die Regierung wird dazu ermächtigt, die Skala der administrativen Geldbußen zu bestimmen. Wurde der Verstoß jedoch mit dem Ziel begangen, sich der Steuer bzw. Abgabe zu entziehen, wird diese von Rechts wegen um eine Geldstrafe in Höhe von mindestens 100 % des Betrags der Steuer bzw. Abgabe, der der Steuer- bzw. Abgabepflichtige versucht hat, sich zu entziehen, erhöht.”;

2) in § 2 wird eine Nummer 5° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“5° unbeschadet von Nr. 2° und was die Verkehrssteuer betrifft, zieht sich der Steuerpflichtige im Falle der Anwendung von Artikel 15, dritter Gedankenstrich, betreffend das Fehlen einer Erklärung innerhalb der vorgeschriebenen Frist oder eine unzureichende Erklärung, eine steuerrechtliche Geldbuße zu, deren Höhe dem Dreifachen der hinterzogenen Steuer gleich ist, wenn sie das Zehntel der ursprünglichen Steuer überschreitet.”

Titel IV — Inkrafttreten

Art. 56 - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 2014 in Kraft, mit Ausnahme der Artikel 28 und 30, die 10 Tage nach der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft treten.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 28. November 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

(1) Sitzungsperiode 2013-2014.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 880 (2013-2014) Nr. 1 bis 4

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 27. November 2013.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/206976]

28 NOVEMBER 2013. — Decreet houdende verschillende maatregelen inzake fiscaliteit van de voertuigen, spelen en weddenschappen en automatische ontspanningstoestellen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Titel I. — Wijziging van de wet van 27 december 1994 tot goedkeuring van het Verdrag inzake de heffing van rechten voor het gebruik van bepaalde wegen door zware vrachtwagens, ondertekend te Brussel op 9 februari 1994 door de Regeringen van het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden, en tot invoering van een Eurovignet overeenkomstig Richtlijn 93/89/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 oktober 1993

Artikel 1. In artikel 2, tweede lid, van de wet van 27 december 1994 tot goedkeuring van het Verdrag inzake de heffing van rechten voor het gebruik van bepaalde wegen door zware vrachtwagens, ondertekend te Brussel op 9 februari 1994 door de Regeringen van het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden, en tot invoering van een Eurovignet overeenkomstig Richtlijn 93/89/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 oktober 1993, wordt het woord "Artikelen 2" vervangen door het woord "Artikelen 2ter".

Art. 2. In hoofdstuk II - Eurovignet van dezelfde wet wordt een artikel 2ter ingevoegd, luidend als volgt :

Art. 2ter. De dienst aangewezen door de Regering krijgt de bevoegdheid om de verkregen rechten over het eurovignet, waarvoor een dwangschrift van de federale ontvanger werd uitgevaardigd, te innen en in te vorderen".

Art. 3. Artikel 5 van dezelfde wet wordt aangevuld met vijf leden, luidend als volgt :

"Voor de vrijstelling bedoeld in het eerste lid, 2°, wordt aan de voorwaarde "af en toe rijden met een voertuig" verondersteld voldaan te zijn als het betrokken voertuig maximum dertig dagen op de openbare weg wordt gebruikt tijdens het belastbare tijdperk.

De begunstigde van de vrijstelling kan de naleving van deze voorwaarde bewijzen via een rittenblad dat hij zal bijhouden en dat zich steeds aan boord van het voertuig zal moeten bevinden.

Het rittenblad moet worden aangevraagd, tijdens het onderschrijven van de aangifte bedoeld in artikel 9, aan de dienst aangewezen door de Regering. Het blad heeft een maximale geldigheidsduur van twaalf opeenvolgende maanden, zonder de duur van het belastbare tijdperk echter te mogen overschrijden.

De begunstigde van de vrijstelling die zijn aangifte binnenbrengt of zijn inschrijving stopzet en vervolgens opnieuw aangifte doet voor hetzelfde voertuig binnen een periode van twaalf maanden na de aanvangsdatum van het laatst geldige rittenblad, zal geen nieuw rittenblad kunnen aanvragen. De begunstigde van de vrijstelling die een rittenblad aanvraagt dat wordt geweigerd wegens laattijdige aanvraag, zal voor de periode van twaalf maanden die volgt op het begin van het lopende belastbare tijdperk waarvoor de aanvraag van een rittenblad werd geweigerd ook geen nieuw rittenblad kunnen aanvragen.

De Waalse Regering bepaalt het model van het rittenblad alsook de indienings- en verzendingsmodaliteiten".

Art. 4. Artikel 6 van dezelfde wet wordt gewijzigd als volgt :

in het eerste lid worden de woorden "eigenaar van het voertuig" vervangen door de woorden "de natuurlijke of rechtspersoon die in het inschrijvingsbewijs is of moet opgenomen worden";

2) in het tweede lid :

a) de woorden "de eigenaar" worden telkens vervangen door de woorden "de natuurlijke of rechtspersoon die in het inschrijvingsbewijs is opgenomen of moet opgenomen worden,";

b) het woord "of" wordt vervangen door het woord "en".

Art. 5. In artikel 8, § 2, derde lid, van dezelfde wet, gewijzigd door de wet van 10 juni 2001 wordt het woord "Koning" vervangen door de woorden "Waalse Regering".

Art. 6. Artikel 9, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 10 juni 2001 wordt gewijzigd als volgt :

1) het eerste lid wordt vervangen als volgt :

"Het eurovignet moet uit eigen beweging bij de dienst aangewezen door de Waalse Regering worden betaald vóór het begin van ieder belastbaar tijdperk.";

2) het laatste lid dat met de woorden "Bij de betaling" begint, wordt opgeheven.

Art. 7. De artikelen 10 en 11 van dezelfde wet worden opgeheven.

Art. 8. Artikel 12 van dezelfde wet, respectievelijk gewijzigd bij de wetten van 10 april 1995, 13 maart 2001 en 10 juni 2001 wordt gewijzigd als volgt :

1) in § 1, eerste en tweede lid, worden de woorden "tegen teruggave van het certificaat" geschrapt

2) in § 2, 2°, vierde lid, worden de woorden "de bevoegde gewestelijke directeur verantwoordelijk voor de diensten belast met de inning van het eurovignet" vervangen door de woorden "de dienst aangewezen door de Waalse Regering";

3) in § 2, 2°, laatste lid, wordt het woord "Koning" vervangen door de woorden "Waalse Regering".

Art. 9. In artikel 13 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 10 juni 2001 wordt het woord "Koning" vervangen door de woorden "Waalse Regering".

Art. 10. Artikel 14 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 11. In artikel 16 van dezelfde wet, wordt het woord "Koning" vervangen door de woorden "Waalse Regering".

Titel II. — Wijzigingen van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen

HOOFDSTUK I — *Gemeenschappelijke bepalingen*

Art. 12. Artikel 2^{ter}, eerste lid van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, ingevoegd bij het decreet van 10 december 2009, wordt aangevuld met de punten 3°, 4° en 5°, luidend als volgt :

- 3° de verkeersbelasting op autovoertuigen;
- 4° de belasting op de inverkeerstelling;
- 5° het eurovignet.”.

HOOFDSTUK II. — *De verkeersbelasting op autovoertuigen*

Art. 13. Artikel 5 van hetzelfde Wetboek, respectievelijk gewijzigd bij de wetten van 25 januari 1999, 7 november 2000 en 8 april 2002, wordt gewijzigd als volgt :

1) in § 1 :

a) in punt 6°, b), tweede lid, en 7°, tweede lid, worden de woorden “Minister van Financiën” vervangen door de woorden “Waalse Regering”;

b) in het tweede lid wordt het woord “Koning” vervangen door de woorden “Waalse Regering”;

2 er wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

“Voor de vrijstellingen bedoeld in de §§ 1, 10°, en 2, 2°, wordt aan de voorwaarde ‘af en toe rijden met een voertuig’ verondersteld voldaan te zijn als het betrokken voertuig maximum dertig dagen op de openbare weg wordt gebruikt tijdens het belastbare tijdperk.

De begunstigde van de vrijstelling kan de naleving van deze voorwaarde bewijzen via een rittenblad dat hij zal bijhouden en dat zich steeds aan boord van het voertuig zal moeten bevinden.

Het rittenblad moet worden aangevraagd, tijdens de onderschrijving van de aangifte bedoeld in artikel 36^{ter}, § 2, en 36^{quater}, § 2, aan het Operationeel directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst. Het blad heeft een maximale geldigheidsduur van twaalf opeenvolgende maanden, zonder de duur van het belastbare tijdperk echter te mogen overschrijden.

De begunstigde van de vrijstelling die zijn aangifte binnenbrengt of zijn inschrijving stopzet en vervolgens opnieuw aangifte doet voor hetzelfde voertuig binnen een periode van twaalf maanden na de aanvangsdatum van het laatst geldige rittenblad, zal geen nieuw rittenblad kunnen aanvragen. De begunstigde van de vrijstelling die een rittenblad aanvraagt dat wordt geweigerd wegens laattijdige aanvraag, zal voor de periode van twaalf maanden die volgt op het begin van het lopende belastbare tijdperk waarvoor de aanvraag van een rittenblad werd geweigerd ook geen nieuw rittenblad kunnen aanvragen.

De Waalse Regering bepaalt het model van het rittenblad alsook de indienings- en verzendingsmodaliteiten.”.

Art. 14. In artikel 7, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 25 januari 1999, wordt het woord “Koning” vervangen door de woorden “Waalse Regering” .

Art. 15. In artikel 15, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 25 januari 1999, worden de woorden “Minister van Financiën” vervangen door de woorden “Waalse Regering”

Art. 16. In artikel 23^{ter}, derde lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 25 januari 1999, wordt het woord “Koning” vervangen door de woorden “Waalse Regering”

Art. 17. In Hoofdstuk IX : Dagelijkse belasting van hetzelfde Wetboek, worden volgende artikelen opgeheven :

1) artikel 24, gewijzigd bij de wet van 25 januari 1999 en respectievelijk door de koninklijke besluiten van 20 juli 2000 en 13 juli 2001;

2) de artikelen 25, 27 en 28.

Art. 18. Artikel 29 van hetzelfde Wetboek gewijzigd bij de wet van 25 januari 1999 wordt gewijzigd als volgt :

1) het eerste lid wordt vervangen als volgt :

“De belasting dient te worden gestort op de wijze en binnen de termijn aangeduid op de uitnodiging tot betalen dat te dien einde door de dienst aangewezen door de Regering, aan de belastingschuldige wordt verzonden. Deze termijn mag echter niet minder dan vijftien dagen zijn.”;

2) in het tweede lid wordt het woord “Koning” vervangen door de woorden “Waalse Regering”.

Art. 19. In “Hoofdstuk X : Vestiging en invordering” van hetzelfde Wetboek, worden volgende artikelen opgeheven :

1) artikel 31 gewijzigd bij de wet van 25 januari 1999;

2) artikel 32 respectievelijk gewijzigd bij de wet van 25 januari 1999 en bij de wet van 19 mei 2010;

3) artikel 33 opnieuw opgenomen in de programmawet van 23 december 2009.

Art. 20. In artikel 34 van hetzelfde wetboek, opnieuw opgenomen in de wet van 21 december 2009, worden de woorden “de administratie” vervangen door de woorden “de dienst aangewezen door de Waalse Regering”.

Art. 21. In artikel 35 van hetzelfde wetboek, opnieuw opgenomen in de wet van 21 december 2009, worden de woorden “de administratie” vervangen door de woorden “de dienst aangewezen door de Waalse Regering”.

Art. 22. Artikel 36^{ter} van hetzelfde Wetboek, respectievelijk gewijzigd bij de wet van 25 januari 1999 en de wet van 19 februari 2001, wordt gewijzigd als volgt :

1) in § 2, eerste lid, worden de woorden “de voor de invordering bevoegde ambtenaar of dienst” vervangen door de woorden “de voor de invordering bevoegde dienst aangewezen door de Waalse Regering”;

2) in § 4, tweede lid, wordt het woord “Koning” vervangen door de woorden “Waalse Regering”.

Art. 23. Artikel 36^{quater} van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 19 februari 2001, wordt gewijzigd als volgt :

1) in § 2, eerste lid, worden de woorden “de voor de invordering bevoegde ambtenaar of dienst” vervangen door de woorden “de voor de invordering bevoegde dienst aangewezen door de Waalse Regering”;

2) in § 4, tweede lid, wordt het woord “Koning” vervangen door de woorden “Waalse Regering”.

Art. 24. In "Hoofdstuk XI : Uitvoerings- en controlematregelen" van hetzelfde Wetboek, worden volgende artikelen opgeheven :

- 1) artikel 38, respectievelijk gewijzigd bij de wet van 24 maart 1970 en bij de wet van 10 februari 1981;
- 2) artikel 39 gewijzigd bij de wet van 10 februari 1981;
- 3) artikel 40, respectievelijk gewijzigd bij de wet van 24 maart 1970 en bij de wet van 25 januari 1999.

Art. 25. In artikel 41 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 februari 1981, worden de woorden "de dienst van het Wegverkeer" vervangen door de woorden "de dienst die het afgeleverd heeft".

Art. 26. In artikel 42, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1980, worden de woorden "dat de Staat ontvangt" vervangen door het woord "ontvangen".

Art. 27. In "Hoofdstuk IX : Bevoegdheden van de provincies, agglomeraties en gemeenten" van hetzelfde Wetboek, respectievelijk gewijzigd bij de wet van 7 juli 1972 en de wet van 8 augustus 1980, wordt er een artikel 42*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 42*bis*. Het Operationeel directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst kent aan de gemeenten de voor hun rekening verwezenlijkte ontvangsten voor orde toe, voor het einde van de maand die volgt op de inning van die ontvangsten.

Indien de bedragen die op die manier aan de gemeenten worden betaald ontheven bijdragen inhouden die op voorhand zijn betaald door de belastingplichtige, vormen zij een in hoofde van de betrokken gemeente gewestelijke terugvorderbare schuldvordering.

Deze gewestelijke schuldvordering wordt ingevorderd door ambtshalve inhouding op de uitbetaling van de bedragen/ontvangsten van de maand die volgt op de verrekening van de ontheffingen van de betrokken bijdragen. Indien moest blijken dat de ontvangsten toegekend gedurende een bepaalde maand om de voornoemde gewestelijke schuldvordering in haar totaliteit aan te zuiveren, ontoereikend zijn, zou het saldo van deze schuldvordering automatisch ingehouden worden op de ontvangsten die de daaropvolgende maand(en) uitbetaald moeten worden en dit, tot de schuldvordering volledig is aangezuiverd.

De Waalse Regering kan de modaliteiten vastleggen die nodig zijn voor de toepassing van dit artikel."

HOOFDSTUK III. — *Belasting op de spelen en weddenschappen*

Art. 28. In artikel 45, § 1 van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, ingevoegd bij het decreet van 10 december 2009, gewijzigd bij het decreet van 22 juli 2010, wordt het woord "op 32 %" vervangen door het woord "op 15 %".

Art. 29. Artikel 46 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 10 december 2009, wordt gewijzigd als volgt :

- 1) in § 1, 1^o, worden de woorden "op 4,80 % van de winsten der bankiers bij het baccaraspel "chemin de fer" vervangen door de woorden "op 11 % van de brutomarge van de kaartspelen, met uitzondering van de black-jack en de texas hold'm poker, en de spelen die dobbelstenen of dominostenen gebruiken, zelfs toevallig";
- 2) in § 1, 2^o, worden de woorden ""baccarat chemin de fer" en "roulette zonder nul" vervangen door de woorden "bedoeld sub 1^o";
- 3) in § 2, 1^o, vervallen de woorden "der bankiers of".

HOOFDSTUK IV. — *Belasting op de automatische ontspanningstoestellen*

Art. 30. In artikel 80 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 19 december 2012, wordt § 1 vervangen als volgt :

" § 1. Het bedrag van de vergoeding wordt vastgesteld als volgt :

Categorieën toestellen	Belastingbedrag
A	3.000,00 EUR
B	1.194,80 EUR
C	380,17 EUR;
D	271,55 EUR
E.	162 93 EUR

De bedragen van voormelde belastingen worden jaarlijks vanaf het belastbare tijdperk 2014 aangepast naar gelang van de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen. Vanaf het jaar 2013 worden de bedragen te innen voor het lopend belastbaar tijdperk, aangepast aan de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen tussen de maand juni van het jaar van de bekendmaking en de maand juni van het vorige jaar, jaarlijks in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt door het Operationeel directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst."

HOOFDSTUK V. — *Belasting op de inverkeerstelling*

Art. 31. In artikel 95 van hetzelfde Wetboek, respectievelijk gewijzigd bij de wetten van 1 juni 1992, 21 december 2009 en 23 december 2009 worden de woorden "artikel 2, eerste lid, 3 en 4, en de artikelen 33, 34, 35, 37, 38 en 41" vervangen door de woorden "de artikelen 34, 35, 37 en 41".

Art. 32. In artikel 96, laatste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 1 juni 1992 wordt het woord "Koning" vervangen door de woorden "Waalse Regering".

Art. 33. In artikel 97*ter*, 5^o, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervallen de woorden "de dienst die belast is met het beheer en de dienst van de verkeersbelasting op autovoertuigen".

Art. 34. In "Hoofdstuk IV : Bedrag van de belasting, Afdeling 1 : Bedrag van de belasting voor de auto's voor dubbel gebruik bedoeld in artikel 91, 1^o, die in gebruik genomen worden door een in het Waalse Gewest woonachtige natuurlijke persoon", wordt artikel 97*sexies* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 5 maart 2008 en respectievelijk gewijzigd bij de decreten van 10 december 2009 en 15 december 2011, opgeheven.

Art. 35. Artikel 98, § 3, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 25 mei 1993, wordt gewijzigd als volgt :

1) in het eerste lid :

- a) het woord "Koning" wordt vervangen door de woorden "Waalse Regering";
 - b) de woorden "bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad" worden opgeheven;
- 2) het tweede lid wordt vervangen als volgt :

"Zij zal een ontwerpdecreet ter bevestiging van het aldus genomen besluit aan het Waals Parlement voorleggen, onmiddellijk indien hij zitting houdt, zo niet bij de opening van zijn eerstvolgende vergadering."

Art. 36. In artikel 100, § 2, van hetzelfde Wetboek, respectievelijk gewijzigd bij de decreten van 8 juli 2002 en 10 december 2009, wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 37. In artikel 101 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 1 juni 1992, worden de woorden "of het moet zijn" ingevoegd tussen de woorden "de gemeente die vermeld is" en de woorden "het inschrijvingsbewijs".

Art. 38. Artikel 102 van hetzelfde Wetboek gewijzigd bij de wet van 1 juni 1992 wordt gewijzigd als volgt :

1) het eerste lid wordt vervangen als volgt :

"De belasting dient te worden gestort op de wijze en binnen de termijn aangeduid op de uitnodiging tot betalen dat te dien einde door de dienst aangewezen door de Waalse Regering, aan de belastingschuldige wordt verzonden. Deze termijn mag echter niet minder dan vijftien dagen zijn."

2) in het tweede lid wordt het woord "Koning" vervangen door de woorden "Waalse Regering".

Art. 39. In "Hoofdstuk V : Verplichte betaling van de belasting en inningsmodaliteiten" van hetzelfde Wetboek, worden volgende artikelen opgeheven :

- 1) artikel 103*bis* respectievelijk gewijzigd bij de wet van 25 mei 1993 en bij de wet van 19 mei 2010;
- 2) artikel 104 respectievelijk gewijzigd bij de wet van 1 juni 1992 en bij de wet van 28 december 1992.

Art. 40. In artikel 105, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 1 juni 1992, wordt het woord "Koning" vervangen door de woorden "Waalse Regering".

Art. 41. In "Hoofdstuk V : Verplichte betaling van de belasting en inningsmodaliteiten" van hetzelfde Wetboek, wordt artikel 106, gewijzigd bij de wet van 1 juni 1992, opgeheven.

Titel III — Wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen

Art. 42. Artikel 7 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen, gewijzigd bij het decreet van 18 september 2013, wordt gewijzigd als volgt :

1) het vierde lid wordt vervangen als volgt :

"De aangifte van belasting moet binnen de op het formulier vermelde termijn, op papier of in gedematerialiseerde vorm aan de betrokken dienst worden opgestuurd of overhandigd volgens de modaliteiten bepaald door de Waalse Regering";

2) er wordt een vijfde lid toegevoegd, luidend als volgt :

"De belastingplichtige moet elke wijziging van één van de gegevens van zijn aangifte aangeven. Wat de verkeersbelasting en het eurovignet betreft, moet deze aangifte gebeuren vóór de ingebruikneming van het voertuig volgens de nieuwe voorwaarden."

Art. 43. In artikel 11*bis* van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009, wordt § 2 vervangen als volgt :

"§ 2. Op gewoon verzoek van de ambtenaren bedoeld in § 1 en onverminderd de bevoegdheden die door de §§ 1 en 4 aan deze ambtenaren worden toegekend :

1) moet elke persoon alle gegevens, boeken, registers, facturen en andere bescheiden overleggen die nuttig zijn voor het opmaken en de inning van de belastingen en taksen bedoeld in dit decreet. Deze ambtenaren hebben machtiging om daar afschriften van te nemen.

Als deze boeken, registers, facturen en andere bescheiden elektronisch worden bijgehouden, opgemaakt, verstrekt, ontvangen of bewaard, mogen deze ambtenaren :

- zich alle op informatiedragers geplaatste gegevens in een leesbare en verstaanbare vorm doen overleggen;
- de in het eerste lid bedoelde persoon erom verzoeken om op zijn uitrusting en in bijzijn van de ambtenaren, kopies te maken in de door die ambtenaren gewenste vorm van het geheel of een deel van voormelde gegevens, alsook de informaticabewerkingen te verrichten die nodig worden geacht voor de verificatie van de juiste inning van de belastingen en taksen bedoeld in dit decreet;
- de persoon bedoeld in het eerste lid erom verzoeken om hen de dossiers met betrekking tot de analyses, de programma's en het beheer van het gebruikte systeem mee te delen :

2) inzake de verkeersbelasting moet elke bestuurder hen alle gegevens verstrekken i.v.m. het gebruik van het voertuig die de vrijstellingen bedoeld in artikel 15 van de algemene verordening betreffende de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen rechtvaardigen."

Art. 44. In artikel 11*bis* van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009, worden de §§ 4 en 5 ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 4. Om de inning van de verkeersbelasting, de belasting op de inverkeerstelling en het eurovignet te controleren zijn de ambtenaren bedoeld in § 1 meer specifiek gemachtigd om :

- a) zonder bijstand de garages, loodsen en opslagplaatsen of ligplaatsen te bezoeken;
- b) zich het inschrijvingsbewijs van de wegvoertuigen of luchtvaartuigen, de vlaggenbrief van de vaartuigen, het conformiteitsbewijs, de conformiteitverklaring of elk document die deze vervangen, te laten voorleggen alsook elk document dat de betaling van de belasting bewijst;
- c) het fiscaal kenteken van de voertuigen op de openbare weg te controleren, dat uitgereikt wordt overeenkomstig de artikelen 36*ter* en 36*quater* van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen;
- d) het ontdoken bedrag van de belasting onmiddellijk in handen te doen betalen, verhoogd met een administratieve boete bij de vaststelling op de openbare weg van de overtreding van niet-betaling van de belasting.

Als de bestuurder weigert om te betalen, wordt het voertuig aangehaald tot de verschuldigde sommen betaald zijn. Zijn deze niet betaald binnen zesennegentig uur na de vaststelling van de overtreding, dan wordt het voertuig in beslag genomen.

Een bericht van inbeslagneming wordt binnen twee werkdagen gezonden aan de natuurlijke of rechtspersoon die in het inschrijvingsbewijs is opgenomen of moet opgenomen worden.

Het risico en de eventuele kosten voortvloeiend uit de aanhaling en het beslag zijn ten laste van de natuurlijke of rechtspersoon die in het inschrijvingsbewijs is opgenomen of moet opgenomen worden of bij gebrek aan betaling ten laste van de eigenaar, de ondernemer, de houder of de bestuurder die hoofdelijk gehouden zijn overeenkomstig de wetgeving van de betrokken belasting.

Het beslag wordt na betaling van de verschuldigde sommen en kosten opgeheven.

Bij niet-betaling van deze sommen en kosten veroordeelt de rechtbank tot betaling ervan en gelast zij de verkoop van het in beslag genomen voertuig. De gerechtskosten, het bedrag van de betrokken belasting, de boete en de andere desbetreffende kosten worden aangerekend op de opbrengst van de verkoop van het voertuig en het eventueel overschot wordt aan de natuurlijke of rechtspersoon die in het inschrijvingsbewijs is opgenomen of moet opgenomen worden, terugbetaald.

Voor de toepassing van dit § 4, *d*), zijn de wets- en verordeningsbepalingen inzake douane en accijnzen betreffende de aanhaling, de inbeslagneming en de verkoop van toepassing;

e) bevelen te geven aan de bestuurders en het verkeer te regelen overeenkomstig artikel 11 van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie van het wegverkeer;

f) de elementen die nodig zijn voor de bepaling van het belastbaar vermogen of gewicht vast te stellen of te controleren zoals bedoeld in de artikelen 17 tot 20 van de algemene verordening betreffende de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen en dit, d.m.v. de aanwijzingen op de facturen, catalogussen, beschrijvende nota's, weegbons of elk ander document dat als bewijs kan dienen.

Wanneer hij dit nodig acht, kan de door de Regering aangewezen dienst het voertuig laten wegen of volledig onderzoeken.

De plaats, datum en uur van de weging of het volledig onderzoek van het voertuig worden minstens vijf dagen op voorhand meegedeeld aan de betrokkenen die het voertuig rijklaar moeten aanbieden;

g) de bijstand van de lokale politie aan te vragen.

De ambtenaren bedoeld in § 1 moeten in het kader van de controle van de inning van de belastingen bedoeld in § 4, een dienstuniform dragen en zich met hun legitimatiekaart identificeren tijdens de uitoefening van hun ambt.

De Waalse Regering bepaalt het dienstuniform dat door deze ambtenaren gedragen wordt alsook de legitimatiekaart en de kentekens op de voertuigen die door laatstgenoemden zullen worden gebruikt.

§ 5. Onverminderd de bevoegdheden toegewezen aan de andere officiers of agenten van de gerechtelijke politie en aan de leden van het operationeel kader van de federale en de lokale politie, wijst de Waalse Regering de hoedanigheid van agent of officier van de gerechtelijke politie toe aan de beëdigde personeelsleden die zij aanwijst om de inning van de belastingen te controleren waarop dit decreet van toepassing is."

Art. 45. In "Hoofdstuk II - Afdeling 2 onderzoeken en controle" van hetzelfde decreet wordt een artikel *11quater* ingevoegd, luidend als volgt :

Art. 11quater. Hij die, in welke hoedanigheid ook, optreedt bij de toepassing van de Waalse fiscale bepalingen of die toegang heeft tot de kantoren van het Operationeel directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst, is, buiten het uitoefenen van zijn ambt, verplicht tot de meest volstrekte geheimhouding aangaande alle zaken waarvan hij wegens de uitvoering van zijn opdracht kennis heeft."

Art. 46. Artikel *12bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 10 december 2009, wordt aangevuld als volgt :

"Inzake het eurovignet, de verkeersbelasting, de belasting op de inverkeerstelling, zijn de personeelsleden van de dienst aangewezen door de Regering, als agent van de gerechtelijke politie of als officier van de gerechtelijke politie bevoegd om over het ganse grondgebied van het Waalse Gewest de overtredingen van de betrokken wetgeving op te sporen, om de processen-verbaal terzake, alleen of gezamenlijk, op te stellen en om het ontdoken bedrag van de betrokken belasting, verhoogd met de administratieve boete, onmiddellijk te innen.

Deze processen-verbaal, waarbij eventueel de schriftelijke uitleg van de overtreders wordt gevoegd, worden opgesteld ten verzoeken van de Gewestelijke Minister van Financiën, op vervolging en benaarding van de ambtenaar van de dienst aangewezen door de Waalse Regering, domicilie kiezend in zijn kantoren; zij zijn van bevestiging of visum en van betekening vrijgesteld.

De processen-verbaal worden toegezonden aan de ambtenaren die daartoe door de Gewestelijke Minister van Financiën zijn aangewezen."

Art. 47. In artikel *12quater*, tweede lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 10 december 2009, wordt in de Franse versie het woord "applicable" vervangen door het woord "applicables".

Art. 48. Artikel 15, eerste lid, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 10 december 2009, wordt gewijzigd als volgt :

1) in het eerste streepje worden de woorden "of de wetgeving" ingevoegd tussen de woorden "bij het decreet" en de woorden "tot vestiging";

2) er wordt een nieuw streepje ingevoegd tussen het tweede en het derde streepje, luidend als volgt :

" - verzuimd heeft op verzoek van de ambtenaar aangewezen door de Regering om binnen een termijn van een maand en zonder zich te verplaatsen, alle inlichtingen en documenten te verstrekken die nodig worden geacht voor de controle van de aangifte i.v.m. de verkeersbelasting, de belasting op de inverkeerstelling en het eurovignet of de toepassing van de wetgeving betreffende deze belastingen;"

Art. 49. Artikel *17bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 22 maart 2007 en respectievelijk gewijzigd bij de decreten van 17 januari 2008 en 10 december 2009 wordt gewijzigd als volgt :

1) in § 1 :

a) in punt *b*) vervallen de woorden "waarin het bedrag van de verschuldigde belastingen vastligt en waarin de belastingplichtige zelf het bedrag van de verschuldigde belastingen vermeldt";

b) er wordt een punt *d*) ingevoegd, luidend als volgt :

"d. hetzij krachtens een minnelijke schikking ten gevolge van een overtreding";

2) in § 2, tweede lid, wordt een zesde streepje ingevoegd, luidend als volgt :

"- de belastingen bedoeld in § 1, d., bij gebrek aan betaling overeenkomstig de genomen schikking.";

3) worden drie nieuwe paragrafen ingevoegd, luidend als volgt :

§ 2/1. De kohieren die de verschuldigde belastingen bevatten, worden aangelegd, hetzij afzonderlijk per Waalse gewestelijk belasting, hetzij gelijktijdig voor verschillende belastingen. Ze worden per aanslagjaar opgesteld. Ze kunnen voor verschillende dienstjaren worden opgemaakt mits zij jaarlijks met een nieuwe uitvoerbaarverklaring worden bekleed.

§ 2/2. De kohieren worden verbonden aan het begrotingsjaar dat loopt op de datum waarop ze uitvoerbaar worden verklaard; de belastingtarieven en eventueel de opcentiemen in verband met de respectieve aanslagjaren zijn van toepassing.

§ 2/3. De kohieren worden op bepaalde tijdstippen opgemaakt door de directeur-generaal van de dienst aangewezen door de Regering of de door hem afgevaardigde ambtenaar.”.

Art. 50. In “Hoofdstuk IV : Aanslagtermijn en eisbaarheid van de belasting” van hetzelfde decreet wordt artikel 18 vervangen als volgt :

“Art. 18. Voor de belastingen in hoofdsom, opcentiemen en boetes ten gunste van het Gewest, de provincies, de federaties van gemeenten en de gemeenten worden de kohieren aangelegd en uitvoerbaar verklaard door de ambtenaar aangewezen door de Regering.”.

Art. 51. In artikel 20, tweede lid, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 10 december 2009, wordt in het laatste streepje de letter “d” ingevoegd na de letter “c”.

Art. 52. In artikel 25, tweede lid, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 10 december 2009, worden de woorden “volledig of gedeeltelijk” ingevoegd tussen de woorden “belastingen geïnd” en de woorden “op een andere wijze dan per kohier”.

Art. 53. In “Hoofdstuk V : Rechtsmiddelen - Afdeling 1 - Administratief verhaal”, van hetzelfde decreet, wordt een artikel 25bis ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 25bis. Het bezwaarschrift gericht tegen een belasting die gevestigd is op betwiste bestanddelen, geldt van ambtswege voor de andere belastingen gevestigd op dezelfde bestanddelen of als supplement vóór de beslissing van de ambtenaar aangewezen door de Regering, zelfs wanneer de termijnen tot bezwaar tegen die andere belastingen zouden zijn verstreken.”.

Art. 54. In artikel 34, in punt 1 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001, vervallen de woorden “per maand”.

Art. 55. Artikel 63 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 22 maart 2007 en gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009, wordt gewijzigd als volgt :

1) § 1 wordt vervangen als volgt :

“§ 1. Voor elke overtreding van dit decreet kan een boete van 5 tot 1.250 euro worden toegepast. De Regering is gemachtigd om de schaal van administratieve geldboete te bepalen. Indien de overtreding echter werd begaan met de bedoeling de belasting te ontduiken, wordt deze belasting van rechtswege vermeerderd met een boete ten belope van 100 % van het bedrag van de belasting dat de belastingplichtige getracht heeft te ontduiken.”;

2) er wordt in § 2 en punt 5° ingevoegd, luidend als volgt :

“5° onverminderd punt 2°, voor de verkeersbelasting in geval van toepassing van artikel 15, derde streepje, van het gebrek aan aangifte binnen de voorgeschreven termijn of onvoldoende aangifte, krijgt de belastingplichtige een fiscale boete waarvan het bedrag gelijk is aan drie keer het bedrag van de ontdoken belasting als zij het tiende van de oorspronkelijke belasting overschrijdt”.

Titel IV — Inwerkingtreding.

Art. 56. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2014, met uitzondering van de artikelen 28 en 30 die in werking treden 10 dagen na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 28 november 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, Kmo's, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

(1) *Zitting 2013-2014.*

Stukken van het Waals Parlement, 880 (2013-2014). Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, openbare zitting van 27 november 2013.

Bespreking.

Stemming.